

La culture, une des clés du développement durable

PAROLES D'INGÉNIEURS

Au fur et à mesure que la crise économique déroule ses effets mécaniques, elle se modifie progressivement dans le regard des analystes, qui voient désormais en elle, au-delà d'une remise en cause économique, une crise de société, voire une crise de sens. Face à ces questionnements, la culture s'impose comme l'une des réponses à la crise. Cela a été un des leitmotivs du Président de la République, dans ses vœux pour l'année 2010. Toutefois, il y a plusieurs manières d'aborder ce nouveau rôle que l'on assigne à la culture.

par Hervé DIGNE*

Face à un effondrement des certitudes, la culture, en ramenant chacun à l'intime et à l'essentiel, assure sa fonction de substitut laïc à la religion. Aux yeux des politiques, la culture est aussi ce qui relie les individus et donne corps à la Nation.

Mais il y a une autre face de la culture à explorer : la culture comme facteur de croissance économique et outil de sortie de crise (pour reprendre certains des thèmes évoqués au Forum d'Avignon (1), qui s'attache à approfondir les relations entre culture et économie, à l'heure du tout numérique).

La culture et les industries de la création sont l'essence même de cette « économie de l'immatériel », dont Maurice Lévy et Jean-Pierre Jouyet ont mis en lumière le potentiel en matière de croissance et de création d'emplois (2). L'immatériel représentait, déjà en 2006, 20 % de la valeur ajoutée et 15 % de l'emploi national, et cette part sera amenée à augmenter à mesure que la désindustrialisation des pays riches se poursuivra. Avec la recherche et l'éducation, c'est le cœur de l'économie de la connaissance qui se met ainsi en place sur les décombres d'un modèle industriel directement hérité du XIX^e siècle. En témoigne aussi la part prépondérante prise par les services dans l'emploi des pays de l'OCDE, qui est passée de 35 % en 1950 à plus de 70 % aujourd'hui, avec, en son cœur, le développement de l'emploi tertiaire hautement qualifié.

LA DIMENSION CACHÉE DE LA CULTURE : L'ÉCONOMIE

D'ores et déjà, la culture et les industries culturelles représentent un secteur majeur des économies française et européenne : 2,6 % (3) du PNB de l'Union européenne et 5 millions d'emplois, dont plus d'un demi-million en France. Rappelons qu'Hollywood pèse plus lourd que Détroit, dans la balance commerciale américaine. Le patrimoine national matériel et immatériel, avec ses cathédrales, ses musées et ses festivals, constitue, avec les industries culturelles, un terreau pour des emplois locaux (de surcroît non délocalisables) et un des leviers de la croissance française.

A côté des industries culturelles et des métiers de la culture, le Secrétaire d'Etat Hervé Novelli (4) précise que notre patrimoine culturel, qui contribue au PIB de la France à hauteur de 21 milliards d'euros, fait travailler

* Vice-président du Forum d'Avignon.

(1) www.forum-avignon.org

(2) Maurice LÉVY, Jean-Pierre JOUYET, *L'économie de l'immatériel. La croissance de demain*, La documentation française, Paris, 2007, 170 pages.

(3) *The economy of Culture in Europe*, étude KEA pour la Commission européenne, octobre 2006.

(4) Hervé Novelli, discours au Forum d'Avignon, 20 novembre 2009.

plus de 500 000 personnes, notamment dans le secteur du tourisme. La France est, en effet, le pays leader mondial de ce secteur, avec plus de 80 millions de touristes étrangers venant la visiter chaque année, la motivation de la moitié d'entre eux étant d'ordre culturel.

Au-delà de la photographie d'ensemble de ce secteur, la culture est aussi devenue, progressivement, un instrument de politique économique. Mais cela n'est pas réellement une nouveauté. A tout seigneur tout honneur : il faut se souvenir que Keynes, membre actif du groupe de Bloomsbury, a été l'un des fondateurs de ce qui est devenu l'*Arts Council* britannique, qui subventionne les arts dans son pays. Et on se souvient (ainsi que l'a rappelé Françoise Benhamou (5) dans son ouvrage *D'une crise à l'autre : La culture, valeur refuge et variable d'ajustement*) que le *New Deal* du Président Franklin Delano Roosevelt avait une composante artistique : le projet *Public Works of Arts*.

En France, cette dimension n'a pas été oubliée, dans le plan de relance du Gouvernement de François Fillon, qui consacre plus de 100 millions d'euros à la rénovation du patrimoine (en particulier des cathédrales) et au financement de nouveaux grands projets culturels. Cette philosophie se retrouve également dans le grand emprunt 2010, qui, dans un vaste mouvement de 4,5 milliards d'euros investis dans l'équipement du pays en liaisons Internet à haut débit, n'a pas oublié la numérisation des contenus culturels, qui devrait bénéficier d'une enveloppe de 750 millions d'euros.

Au niveau local, cette approche économique de l'investissement culturel a pris récemment une dimension nouvelle. Face à la désindustrialisation, les collectivités publiques locales n'ont souvent d'autre choix que celui d'une politique économique orientée en faveur des services et du tertiaire. Dans ce contexte, la culture se voit placée au centre d'une compétition nouvelle entre villes et territoires, qui cherchent désormais à dépasser les limites d'une politique culturelle par trop focalisée sur les seules retombées du tourisme. A l'heure de la « montée de la classe créative » qu'a décrite Richard Florida, les villes se disputent écrivains, artistes ou architectes pour améliorer leur image, afin de fixer chez elles des emplois tertiaires durables. Plus encore que celui d'attirer des compétences nouvelles, l'enjeu sera, demain, pour elles, de mettre en place les conditions intellectuelles, culturelles et scientifiques locales permettant l'émergence d'une « classe créative » attachée à son territoire, souligne Xavier Greffe. La multiplication des équipements et des projets culturels rend, en effet, de plus en plus rude la compétition pour attirer les meilleurs talents ; autant donc les produire !

Ainsi, les friches industrielles urbaines sont désormais devenues un cadre convenu pour des résidences d'artistes, des sociétés de production ou des centres d'art contemporain. C'est que « l'effet Bilbao » est passé par là.

L'implantation du Musée Guggenheim de Frank Gehry dans cette ancienne cité industrielle basque a permis, non seulement de drainer plus d'un million de visiteurs

par an, mais surtout, en transformant l'image de la ville, d'en déployer l'activité vers les services, qui, désormais contribuent aux trois quarts de sa richesse. Et pourtant, Inaki Azukuna-Urreta, le maire de Bilbao, a dû batailler ferme pour faire vivre son projet : « Quand on a commencé à construire le musée, c'est bien simple : seuls étaient d'accord le gouvernement basque, le gouvernement provincial, la députation et la mairie. Le reste – médias, syndicats, administrateur général..., tout le monde était contre. Ils ne comprenaient pas qu'en pleine crise, on puisse décider de construire un musée d'art contemporain ». « En revanche, nous avons pris le temps d'expliquer aux administrés que le musée, loin d'être une dépense, était un investissement », souligne le maire (6). Le musée a coûté 132 millions d'euros. L'étude de viabilité prévoyait 400 000 visiteurs par an. Or, dès sa première année, Bilbao a reçu 1 360 000 visiteurs et l'augmentation du PIB de la ville basque a été de 144 millions d'euros, ce qui prouve que l'investissement consenti a été totalement rentabilisé en une année seulement...

L'installation du Louvre à Lens et à Abu Dhabi participe de cette même volonté de mutation. Equipements et animations culturels sont désormais autant de munitions pour les « villes globales », dans leur quête de sièges d'entreprises et d'implantations à valeur ajoutée. Ainsi que le rappelait Klaus Wowereit, le maire de Berlin, au Forum d'Avignon 2008 : « développer la culture n'est plus seulement une question de culture : c'est un choix économique ». Avec 13 % de son PIB local assurés par la culture et les industries de la création, qui occupent plus de 10 % de sa population, Berlin n'a peut-être guère d'autre choix que celui de transformer l'héritage culturel de deux capitales en une politique d'attractivité, ambitieuse, mais aussi coûteuse.

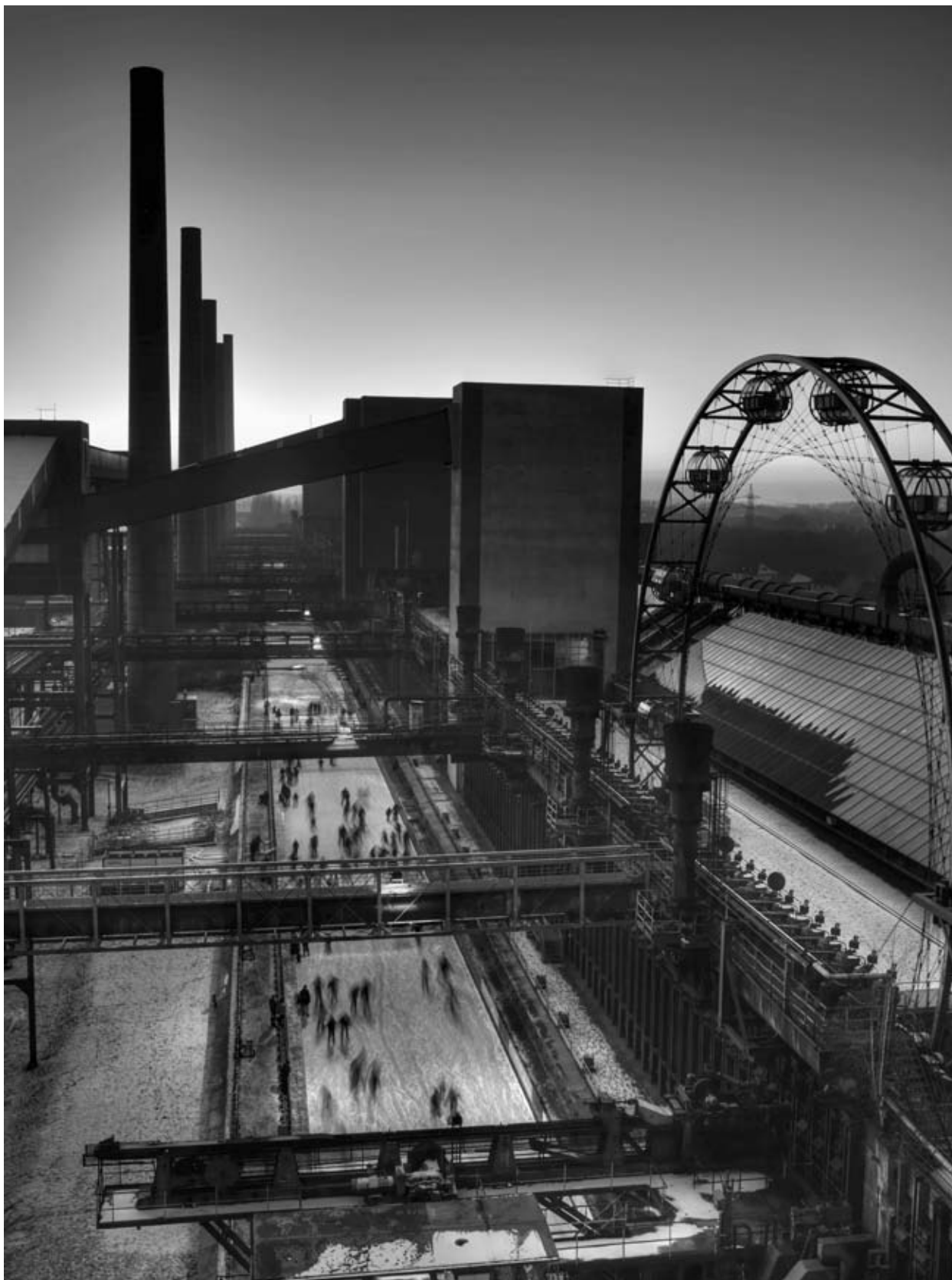
UNE CONDITION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Dans la répartition des rôles que la globalisation impose aux grandes régions du monde, l'investissement dans l'économie de la connaissance est une ambition que l'Union européenne a déjà esquissée dans sa stratégie de Lisbonne, malheureusement restée sans lendemain. Peut-être manquait-il, à ce projet, la dimension culturelle susceptible de mobiliser toutes les énergies, au-delà des seuls objectifs de développement programmé des nouvelles technologies ?

Au niveau local, faute d'alternative industrielle, les collectivités se sont d'ores et déjà engagées dans cette voie.

(5) Françoise BENHAMOU, *D'une crise à l'autre : la culture valeur refuge et variable d'ajustement*, in 1929-2009 Récession(s) ? Rupture(s) ? Dépression(s) ?, dir. Bertrand Jacquillat, Cahiers du Cercle des économistes, PUF, 2009, 160 pages.

(6) Inaki Azukuna-Urreta, Forum d'Avignon 2008. Intervention du 17 novembre 2008.



© Andreas Teichmann/LAIF-REA

« Emmenée par la ville d'Essen, la Ruhr compte fédérer en une métropole culturelle régionale quelque 53 villes, en ayant pour objectif le développement d'une alliance créative entre la culture, l'économie et les pouvoirs publics ». *Friche industrielle reconvertie en équipements culturels : complexe industriel de l'ancienne mine de charbon Zollverein à Essen (Allemagne), Capitale européenne de la culture 2010.*

Il n'est qu'à voir la concurrence nouvelle à laquelle se livrent les villes pour obtenir le label de « Capitale européenne de la culture », notamment depuis que Lille, en 2004, a estimé, après avoir fait ses comptes, avoir gagné dix années grâce aux manifestations qu'elle a organisées à l'époque. C'est tout un symbole que de noter qu'en 2010, à côté d'Istanbul et de Pecs, une région, la Ruhr, a obtenu pour la première fois cette appellation, parachevant ainsi une mutation industrielle déjà ancienne. Emmenée par la ville d'Essen, la Ruhr compte fédérer en une métropole culturelle régionale quelque 53 villes, en ayant pour objectif le développement d'une alliance créative entre la culture, l'économie et les pouvoirs publics. Ainsi, 20 000 entreprises tertiaires des secteurs créatifs (incluant non seulement la production culturelle, mais aussi le numérique, les services et les industries de pointe) sont mobilisées autour de ce projet. Dans cette perspective nouvelle se dessine une combinaison gagnante permettant de renforcer l'attractivité des territoires : l'association des investissements culturels, du développement des universités et de la protection du cadre de vie, réunissant ainsi les conditions du développement durable.

De Marseille bouleversant son centre ville avec Euroméd, regroupant ses universités et accueillant le MuCEM pour le rendez-vous de 2013 où elle assurera son rôle de Capitale européenne de la culture, à Abu Dhabi, ajoutant, à l'île des musées de Tadao Ando et Jean Nouvel, un pôle universitaire en coopération avec la Sorbonne et une ville écologique créée de toute pièce (Masdar), nombreuses sont les villes à se positionner sur ce modèle nouveau afin de s'émanciper de leur dépendance vis-à-vis d'une ressource économique déclinante ou menacée.

C'est cette tendance qu'enregistre une étude sur l'attractivité culturelle des territoires réalisée par le cabinet Ineum Consulting (7), en novembre 2009. Cette étude avait notamment pour finalité d'analyser une éventuelle corrélation entre la performance économique d'une ville et son « intensité culturelle et universitaire ». Cette étude, qui s'appuie sur un faisceau d'indicateurs, observe les stratégies de 32 villes dans le monde. Six types de stratégies s'en dégagent : les « rentières » (Venise, La Nouvelle-Orléans...), dont la performance économique provient majoritairement de l'activité touristique ; les « historiques » (Paris, New-York, Florence, Dublin, Prague...), qui capitalisent sur leur patrimoine historique et culturel ; les « convaincues » (Lyon, Montréal...), qui ont largement investi dans le domaine culturel et attendent les retombées de leurs actions ; les « volontaristes » (Barcelone, Bilbao, Dresde, Marseille, Lille...), dont la dépense culturelle annuelle

par habitant est supérieure à la moyenne de l'échantillon ; les « émergentes » (Detroit, Gènes...), dont le patrimoine culturel actuel est très inférieur à la moyenne, même si elles lancent des projets culturels ; enfin, les « pragmatiques » (Ottawa, Singapour, Sydney, Chicago, Toronto...), qui ont d'autres moteurs économiques que la culture, sans se désintéresser de celle-ci pour autant.

Si la relation entre performance économique et intensité culturelle et universitaire reste à démontrer, l'approche statistique révèle d'emblée certaines constantes. L'étude montre ainsi que plus une ville tend à avoir un nombre d'équipements culturels (de type musée / théâtre / opéra) supérieur à 8 pour 100 000 habitants, une dépense culturelle annuelle publique d'environ 100 euros par habitant et un nombre d'étudiants supérieur à 10 % de la population, plus il est probable que le nombre annuel de touristes par habitant venant la visiter soit supérieur à 5 et que le taux de chômage y soit inférieur à 8 %.

UN PARADOXE DOIT ÊTRE SURMONTÉ : IL NE FAUT PAS RÉDUIRE LA CULTURE À L'ÉCONOMIE

Révéler la dimension économique de la culture peut avoir un effet bénéfique, en protégeant celle-ci contre les aléas budgétaires. C'est même une manière de la promouvoir et de montrer l'ensemble de l'écosystème vertueux de la culture, ou encore d'en mettre en valeur les différents acteurs, les filières, les formations, la pluralité des métiers. Mais il ne faut pas se tromper de combat : trop souvent, on demande aux promoteurs d'un projet culturel de calculer et de produire des retombées économiques à partir desquelles il serait envisagé de le financer.

Autant la mesure de la dimension économique des politiques culturelles vaut reconnaissance de leur contribution à la richesse nationale, autant la culture doit se protéger et conserver intacte sa capacité à questionner la société et à préserver l'expérience intime que les hommes et les femmes ont de leur humanité.

La culture ne peut pas être assujettie aux seuls critères économiques : la valeur d'un livre, d'une pièce de théâtre ou d'un tableau ne se réduit assurément pas au flux financier qu'ils génèrent.

Tout en occupant le cœur de l'économie de la connaissance, la culture ne doit pas y perdre son âme.

(7) Ineum Consulting pour le Forum d'Avignon : « La culture, enjeu économique ou symbolique pour le développement des territoires ? »